

COMMUNIQUE DE PRESSE Bruxelles, le 10 mai 2012

Au cours des dernières semaines, des activistes et défenseurs des droits humains ont été assassinés et victimes de disparition forcée, 13 d'entre eux ont été assassinés au cours des trois derniers mois.

"Que doit-il encore se passer en Colombie pour que l'UE condamne la situation de violation des droits humains?"

OIDHACO appelle l'UE à prendre exemple sur le Royaume-Uni qui, dans son dernier rapport annuel sur les droits humains, a rendu publique sa préoccupation au sujet des défenseurs des droits humains en Colombie.

Bruxelles, le 10 mai 2012. Au cours des dernières semaines, les disparitions forcées, l'assassinat de syndicalistes, de dirigeants réclamant la restitution des terres et de défenseurs des droits humains ainsi que les menaces reçues sans cesse par les organisations et les activistes sont particulièrement préoccupantes. Au cours des trois premiers mois de l'année 2012, treize défenseurs des droits humains ont été assassinés : un chaque semaine. « Ces assassinats démontrent qu'il n'existe pas de garantie pour la défense des droits humains en Colombie. L'UE, par la voix de Catherine Ashton, doit exiger du gouvernement colombien une protection pour les activistes et le respect des mobilisations sociales qui réclament la paix » déclare **Vincent Vallies**, porte-parole de **Oidhaco**.

Le 7 mai dernier, une lettre de menaces émanant du groupe paramilitaire "Bloque Capital" à l'encontre de nombreuses organisations colombiennes a été publiée. Dans celle-ci, le groupe annonce son intention d'éliminer le mouvement social de la « Marche patriotique », une initiative citoyenne qui appelle à la paix et à une issue politique du conflit armé qui sévit en Colombie. Il accuse les organisations de soulever « les communautés pour qu'elles réclament leurs soi-disant droits; pour qu'elles réclament des terres », et aussi de s'opposer « à la très méritée juridiction militaire pour les héros de notre patrie ».

Ces menaces doivent être prises au sérieux. Récemment, deux organisateurs de la « Marche patriotique » qui a eu lieu le 20 avril à Bogota ont été portés disparus : Hernán Henry Díaz du département du Putumayo et Marta Cecilia Guevara, dirigeante communautaire du département du Caquetá. Le 27 avril, Mao Enrique Rodríguez, garde du corps d'un dirigeant du parti communiste qui participait aussi à la Marche a été assassiné à Bogota. Pour Oidhaco, il est très grave que les autorités aient stigmatisé ou remis en question à plusieurs reprises la « Marche patriotique ». Le Président Santos, par exemple, a demandé au mouvement de préciser ses possibles liens avec les FARC. Ces déclarations du Président mettent en péril les membres et les participants de cette manifestation.

En plus de ces assassinats et de ces disparitions, le vendredi 27 avril, Daniel Aguirre, Secrétaire général de Sinalcorteros - syndicat regroupant les coupeurs de canne à sucre - a été assassiné. Par ailleurs, la *Comisión Intereclesial de Justicia y Paz* a dénoncé de constantes attaques à l'encontre de ses membres sans obtenir aucune réponse de la part du gouvernement colombien. La *Comisión* accompagne le processus de revendication des terres des communautés de Curvaradó et Jiguamiando, en Urabá (nord-ouest du pays) auxquelles appartenait Manuel Ruíz, assassiné fin mars avec son fils de 15 ans. Le 5 mai, un communiqué du groupe paramilitaire les *Rastrojos-Comandos Urbanos* déclarait comme objectifs militaires 25 organisations et 19 défenseurs des droits humains : « étant donné que nous avons commencé à exterminer chacun d'entre eux sans pitié, nous ne permettrons pas qu'ils fassent obstacle à la politique de notre président avec des exigences par rapport à la loi sur les victimes et les terres ».

«L'UE connaît cette situation. C'est pourquoi nous lui demandons, une fois encore, de se prononcer publiquement sur celle-ci et de réclamer au gouvernement de Juan Manuel Santos qu'il prouve par des faits son engagement en faveur des droits humains», précise **Vallies**. Dans le dernier rapport annuel du Royaume-Uni, membre de l'UE, sur les droits humains dans le monde, présenté le 30 avril à Londres par le Foreign Office, ce pays « déplore l'aggravation de la situation des défenseurs en Colombie» et dénonce l'augmentation des menaces et de la violence des groupes armés illégaux qui demeurent «dans leur grande majorité impunis». «C'est un exemple que l'UE devrait suivre» souligne le porte-parole d'Oidhaco. Nous nous demandons, « que doit-il encore se passer en Colombie pour que l'UE condamne la situation de violation des droits humains ? ». Le réseau **Oidhaco** demande au gouvernement colombien d'adopter des mesures drastiques afin d'assurer le respect total des droits humains et exige le respect du droit international humanitaire de la part des acteurs du conflit armé. «C'est pourquoi, nous demandons aux FARC qu'elles libèrent sans délai le journaliste français Roméo Langlois», conclut **Vallies**.

Le Bureau International des Droits humains - Action Colombie représente un réseau de plus de 30 organisations européennes. Depuis son siège de Bruxelles, il accompagne les initiatives de la société civile colombienne visant au respect intégral des Droits humains et du Droit International Humanitaire ainsi qu'une issue négociée au conflit armé.